

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'épilogue du congrès de Poitiers

- Politique - Au Parti Socialiste - Congrès de Poitiers - juin 2015 -

Date de mise en ligne : mercredi 23 septembre 2015

Démocratie & Socialisme

Avec les débats parlementaires sur les projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale 2016 qui auront lieu de la mi-octobre à la mi-novembre 2015, nous toucherons à l'épilogue du congrès de Poitiers qui a débattu sur les motions d'orientation jusqu'au vote du 21 mai 2015, et qui a nationalement vu le succès de la motion A par 60% de suffrages, contre 28,5% à la motion B et 9,5% à la motion D.

Épilogue, ou plutôt heure de vérité quant à la sincérité des engagements figurant dans la motion A, souscrits aussi par tous les ministres signataires dont le 1er.

D'ores et déjà, par la grâce de la loi Macron, la promesse, je la cite, « *nous sommes opposés à une nouvelle extension du travail du dimanche* » n'a pas été respectée, pas plus que celle concernant les droits des salariés dans l'entreprise : « *Les règles qui régissent le contrat de travail, qu'il soit à durée déterminée ou indéterminée, doivent permettre une sécurité pour les salariés et combattre la précarité qui les frappe* », puisque la précarisation du travail a été accrue, notamment pour les jeunes avec l'enchaînement possible de trois CDD successifs au lieu de deux, que la volonté de plafonner les indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif n'a été qu'ajournée, que la réforme à suivre du Code du travail nous promet la prééminence du contrat de branche et d'entreprise sur la loi protectrice.

Nous verrons bien, à la fin novembre, ce qu'il en sera de la réorientation budgétaire partielle du pacte de responsabilité en faveur des ménages et des collectivités, souhaitée par le Bureau national dans le document rédigé par Jean-Marc Germain. L'heure n'est néanmoins pas vraiment à l'optimisme après les déclarations répétées de François Hollande, Manuel Valls et Michel Sapin, appelant tous à la nécessité de ne pas dévier des promesses du pacte touchant à la réduction du « coût du travail », comme ils disent...

Emmanuel Macron, outre les éléments anti-sociaux de sa loi, défraie encore la chronique

Après ses déclarations à l'Université de rentrée du MEDEF, le 27 août dernier, sur sa volonté de remise en cause des 35 heures : « *La gauche a pu croire à un moment [...] que la France pourrait aller mieux, en travaillant moins. C'étaient des fausses idées* », Il il s'en est pris le 18 septembre devant des journalistes, se croyant protégé par le "off", à la fonction publique et au statut des fonctionnaires, qui ne serait « *plus adapté au monde tel qu'il va* », ajoutant qu'il ne serait « *surtout n'est plus justifiable compte tenu des missions* ».

Avec ces déclarations - et celles qui ont précédé, telles que : « *les jeunes doivent avoir envie de devenir milliardaires* », « *les Britanniques ont de la chance d'avoir eu Margaret Thatcher* », « *le chômage de masse en France, c'est parce que les travailleurs sont trop protégés* » - qui nous éreintent, de surcroît en pleine campagne des Régionales, la coupe est pleine.

Si la gauche peut encore être sauvée du désastre, en décembre 2015 et en mai 2017, il faut la sauver de Macron et de la dérive ultra-libérale qu'il incarne.

Si l'on veut l'unité de la gauche, ça ne peut être que sans Macron. Les socialistes doivent appeler à ce qu'il parte, qu'il soit démissionné ou qu'il démissionne.

Voilà LE signal positif, indispensable, pour revenir à des positions saines et unitaires pour toute la gauche, plutôt que l'idée consternante avancée par J.-C. Cambadélis à la fin du Conseil national du 19 septembre, de l'organisation d'un referendum entre le 13 et le 18 octobre, ouvert « *directement au peuple de gauche* » pour qu'il se prononce, ce peuple de gauche, trois semaines avant le dépôt des listes, en faveur de l'Union aux Régionales,

L'épilogue du congrès de Poitiers

derrière le PS bien sûr, puisqu'il aurait « *fait le trou* » électoral en 2014 et 2015 devant les autres formations de gauche !

Eh bien non, pour permettre la « *belle alliance* » comme dit Cambadélis, encore faudrait-il mener « *une belle politique* », qui exclut de fait Macron : réorienter les choix budgétaires de 2016 en direction des plus modestes de nos concitoyens et des couches moyennes, cesser d'asphyxier les collectivités territoriales, initier résolument une réforme fiscale d'ampleur, engager en profondeur la transition écologique.

Voilà le cap, voilà le chemin pour les succès de demain. Il suffit d'avoir la volonté politique de l'emprunter.